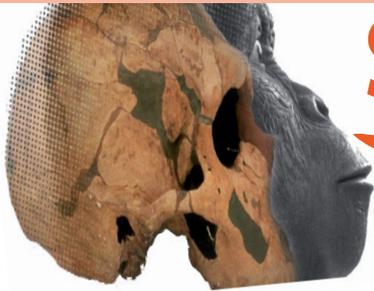




Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI): Newton Ahmed BARRY et son équipe entrent officiellement en fonction. P.3

Foire de l'informatique et de la technologie de Tougan : Rempart contre l'ignorance et l'obscurantisme numérique. P. 3

L'information des campus et des centres de recherche pour le monde, L'information du monde pour les campus et les centres de recherche



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°100 du 29 juillet 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus. P. 19**
- **Les offres de bourses. P.16**

Education

ENEP de Ouahigouya 746 nouveaux maîtres reçoivent leur parchemin

Région du Nord



Promotion sortante.

P.2

BANDE ANNONCE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Suite page 1.



Le Secrétaire Général, remettant des prix à la meilleure élève de la promotion.

La 17^e promotion de l'Ecole Nationale des Enseignants du Primaire (ENEP) de Ouahigouya a reçu son parchemin ce mardi 26 juillet 2016. C'était au cours d'une cérémonie solennelle présidée par le Gouverneur de la région du Nord représenté par son Secrétaire Général Aboubacar Nouhoun TRAORE. Cette année ils sont sept cent quarante-six (746) élèves directs comme inscrits sur titre dont 360 femmes à décrocher leur Certificat Élémentaire d'Aptitude Pédagogique (CEAP) Soit un taux de succès de 100%.

La cérémonie de sortie a été placée sous le thème « Education et civisme

: Quelle contribution des ENEP ? » et vise à interpellier les acteurs éducatifs en l'occurrence les enseignants sur leur rôle dans l'éducation et la sensibilisation de la future génération selon le Directeur Général de l'établissement Bassiè BAZIE.

Elle a été aussi l'occasion pour le parrain Dieudonné ROUAMBA, Conseiller Technique du Ministre de l'éducation Nationale et de l'Alphabétisation, d'interpeller les nouveaux enseignants sur leur responsabilité social en matière d'éducation. En sa qualité de premier Directeur Général de l'ENEP de Ouahigouya, M. ROUAMBA n'a pas manqué de

conseils pour ses filleuls.

Il les a invités de ce fait à être des exemples pour leur société, de persévérer et accepter de se sacrifier pour mériter la confiance que les parents ont placée en eux à travers l'éducation de leurs enfants.

Monsieur TRAORE de rappeler aux jeunes maîtres et maîtresses qu'ils ont « embrassé un métier noble mais très exigeant » et par conséquent ils doivent s'armer de courage pour relever les défis qui se présente déjà à eux tel que l'incivisme qui gagne du terrain ces dernières années.

Les nouveaux enseignants ont rassuré, à travers leur délégué général Edmond BAMOUNI, qu'ils seront à la hauteur de la tâche qui les attendent au regard de la qualité de la formation théorique et pratique reçue.

Ils ont émis le vœu que le parrain soit leur porte-parole auprès des plus hautes autorités pour un mandatement diligent en ce qui concerne les directs et l'ouverture de texte d'intégration pour ceux qui sont inscrits sur titre.

Toutefois leur Directeur Général les a invités à ne pas dormir sur les lauriers car la formation ne se limite pas seulement à l'école.

La cérémonie s'est achevée par la remise de cadeaux aux meilleurs élèves et la plantation de l'arbre de la promotion pour matérialiser leur passage.

Wendguétapour SCI



Photo de famille

 Téléchargez le quotidien numérique Sciences-Campus Info du lundi au dimanche. 7 numéros dans la semaine.



Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) Newton Ahmed BARRY et son équipe entrent officiellement en fonction

Région du Centre



Les quinze commissaires face aux membres du Conseil constitutionnel.

Elus le 25 juillet dernier, les quinze (15) commissaires de la Commission électorale nationale indépendante ont prêté serment ce mercredi 27 juillet 2016. Par cet acte, ils entrent officiellement en fonction.

La main droite levée, et devant les membres du Conseil constitutionnel, le Président de la CENI Newton Ahmed BARRY et ses quatorze (14) autres collaborateurs se sont solennellement engagés à accomplir leur mission selon les règles. Ainsi,

ils prennent officiellement fonction conformément à l'article 32 du code électoral qui stipule que dans les sept jours qui suivent leur désignation, les commissaires de la CENI prestent serment devant le Président du Conseil constitutionnel et cette prestation marque le début officiel de leur entrée en fonction.

Deux jours donc après leur élection, ils ont prononcé ce serment qui est une affirmation solennelle en vue d'attester de leur engagement à bien

accomplir la mission à eux confiée. Selon le Président du Conseil constitutionnel, Kassoum KAMBOU, « le serment est un engagement sacré et prêté serment, c'est prendre le peuple à témoin afin de garantir la véracité des dires de celui qui s'y conforme ». Il ajoute que « c'est un engagement verbal, et ce qui fonde la valeur morale du respect de la parole donnée est qu'il ne repose sur aucun écrit qui pourrait être produit comme rappel ou preuve de l'engagement pris. La parole seule engage et oblige à respecter ses engagements ».

Ainsi, les quinze (15) commissaires viennent de poser un acte juridique qui doit être sanctionné comme tel s'il venait à être violé. Ils sont donc investis pour un mandat de cinq ans et ont la lourde tâche d'organiser toutes les échéances électorales et référendaires que le pays aurait à tenir.

Valentin MANO pour SCI

Foire de l'informatique et de la technologie de Tougan Rempart contre l'ignorance et l'obscurantisme numérique

Région de la Boucle du Mouhoun

La salle du CELPAC de Tougan a servi de cadre, le mercredi 27 juillet 2016, au lancement de la 7^e Edition de la foire des techniques de l'information et de la communication (TIC). Initiée par Wangrin ZERBO, elle vise à réduire la fracture numérique entre

les villes.

« Les analphabètes du 19^e siècle sont ceux qui ne sauront pas maîtriser l'outil informatique » dit-on. Conscient de ce dicton, le projet "TIC à Tougan", en collaboration avec l'Agence Nationale de Promo-

tion des TIC (ANPTIC) et l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP), s'est érigé en rempart, en initiant une foire de l'informatique et de la technologie.

Suite page 4.



Suite page 3.



Ouverture officielle de la foire.

Après Bagré, Samandeni et Di, la ville de Tougan a ouvert, une fois de plus, ses portes pour une 7^e édition sous le thème : « Informatique et technologie dans la sécurisation et la prévention ».

La cérémonie a débuté par une série d'allocutions dont celle de Wangrin ZERBO, coordonnateur du projet. Animé d'un sentiment d'espérance



Visite de stands par les autorités.

et de reconnaissance, il dit être venu apporter à ses frères des connaissances basiques. Et pour le chef de la communication de l'ARCEP, représentant son Président Tontama Charles MILLOGO, parrain de la présente édition, ce projet est un « cadre d'accès aux services et compétences en informatique » et une « aubaine, porteuse d'outils et d'un savoir-faire

pour les autorités et les habitants de la collectivité territoriale ». Le co-parrain, Alfred SAWADOGO, Directeur général de l'ANPTIC, n'a pas manqué de saluer l'initiative et a promis de toujours accompagner ces projets dans un environnement sécurisé et favorable aux TICs.

Par la suite, les autorités ont procédé à la coupure symbolique du ruban, marquant ainsi l'ouverture de la foire aux visiteurs. Prévue pour une durée de quatre jours, elle refermera ses portes le 30 juillet 2016 par une remise d'attestations aux participants suivie d'une soirée gala au cours de laquelle des prix d'Excellence seront décernés.

Adama BARRO pour SCI

Réconciliation Nationale Les travailleurs déflatés reçus par le Président du Haut Conseil pour la Réconciliation Nationale (HCRUN)

Région du Centre



Les travailleurs échangent avec le Président du Haut-Conseil pour la Réconciliation Nationale.

L'Association Nationale des Travailleurs Déflatés a été reçue ce mercredi 27 juillet 2016 par le Haut Conseil pour la Réconciliation et l'Unité Nationale (HCRUN). Les représentants des différents travailleurs licenciés ont expliqué les conditions de la restructuration où la liquidation des sociétés ayant conduit à leurs licenciements et invité le Président du HCRUN à prendre des mesures pour réparer les préjudices.

Ils sont des milliers de travailleurs à être des victimes de l'application du Programme d'Ajustement Structurel (PAS) au Burkina Faso depuis les années 1990. Si certains ne sont plus de ce monde à en croire les représentants, ceux qui vivent se sont constitués en association pour réclamer leurs droits.

Et l'institution la plus adaptée selon le premier responsable, est le HCRUN avec pour objectif principal de restaurer les concernés dans leurs droits. L'application du PAS était conditionnée par le désengagement de l'Etat dans certains domaines. C'est ainsi qu'une trentaine des sociétés d'Etat ont été soit restructurées où liquidées laissant les salariés de ces établissements sans emplois. A l'époque, les travailleurs déflatés travaillaient dans le secteur des banques, des sociétés industrielles et commerciales, des sociétés minières et des sociétés des transports. Selon Karim GNANKARA Président de l'Association Nationale des Travailleurs Déflatés, aucun travailleur n'est responsable de la fermeture

Suite page 6.



Annonces

Sciences-Campus Info

Quotidien numérique

Actualité générale et spécifique

Téléchargeable 7/7 jours; du lundi au dimanche.

Science - Université - Education - Politique - Société - Economie

- L'actualité générale en continue des 45 provinces du Burkina
- L'actualité des Centres de recherche
- L'actualité des campus et universités
- L'actualité sur la santé et le bien être
- L'actualité au quotidien de chaque département ministériel
- L'actualité internationale

Abonnement gratuit

Vous téléchargez le quotidien chaque jour
sur le site du lundi au dimanche
www.sciences-campus.info

Abonnement VIP

Vous recevez le quotidien dans votre boîte e-mail
du lundi au dimanche
12 000 FCFA/ an

VIP

*Abonnez vous et obtenez le premium
du lundi au Dimanche*

A remplir et renvoyer au siège ou par e-mail

Nom:.....

E-mail:.....

Téléphone:.....

12 000 FCFA /an à payer par chèque, en espèces au siège, par Airtel Money ou sur le
Compte ECOBANK n°0010-281732300602 SWIFT: ECOCBFBF

www.sciences-campus.info
Messagerie: ac@sc-mail.info / contact@sciences-campus.info
Tél: + 225 25 35 36 39/ 76 60 97 21 / 72 08 03 03
Adresse postale: 02BP 5805 Ouagadougou 02
Avenue des Tensoaba

Le Président du Conseil-Régional du Centre-Est enfin élu !

Région du Centre-Est



Président du Conseil Régional

Enfin, la région du Centre-Est a connu l'équipe chargée de conduire la destinée des trois (03) provinces (BOULGOU, KOULPELOGO et KOURITENGA) que compte la région pour les cinq (05) ans à venir, depuis ce lundi 25 juillet 2016

Après plusieurs tentatives de mise en place des dirigeants dans les commu-

Suite page 4.

A cet effet, Il est donc inconcevable que les travailleurs soient licenciés sans explications et sans dédommagement. Même Si certains déflatés ont reçus de l'argent pendant quelques mois, cela ne compense pas les préjudices. D'ailleurs, « les accords de l'application du Programme d'Ajustement Structurelle recommandent le paiement des salaires des différents travailleurs pendant 60 mois » a laissé entendre Karim GNANKARA.

Tour à tour, les représentants des licenciés de chaque société ont étalé les difficultés que vivent les travailleurs déflatés. Dès les premiers moments confié un déflaté, certains n'ayant pas pu supporter se sont suicidés laissant derrière eux des orphelins, des veuves. Par la suite, d'autres ont perdu la vie par manque de soins. A cela le repré-

sentant des ex travailleurs de l'usine Endemtenga, localités ayant connu des difficultés de choix de leurs responsables à la tête des collectivités respectives, la région du Centre-Est a au bout du compte pu élire ce lundi 25 juillet 2016 à l'enceinte des locaux du conseil régional de la région, les organes du conseil du Centre-Est conformément à la lettre du gouverneur, Monsieur Antoine N. OUEDRAOGO du 20 juillet 2016 .

La réunion a été présidée par le doyen, Monsieur Zobrian J. Lambert BANDAOGO, Conseiller régional et assisté d'un secrétaire de séance, sachant lire et écrire en français, il s'agit de Monsieur Zakaria SANA.

Débutée à neuf heures (09 h 00), la rencontre a enregistré une seule absence sur les cinquante deux (52) conseillers que compte la région. Pour les six (6) postes élus, pour la plupart, ce fut au premier tour ou par acclamation.

Après un travail minutieusement fait, l'équipe qui aura désormais la charge

de conduire le conseil régional de la région du Centre-Est se présente comme suit :

sentant des ex travailleurs de l'usine FASO FANI ajoute la déscolarisation des enfants, les divorces, le manque de nourriture et de logement.

Au regard de ces difficultés, l'Association Nationale des Travailleurs Déflatés a soumis des recommandations au Président du Haut Conseil pour la Réconciliation et l'Unité Nationale. Il s'agit de l'application de l'accord des termes du programme d'ajustement structurel conclut avec la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International (FMI) relatif à l'octroi d'une indemnité spéciale de soixante (60) mois de salaire à chaque travailleurs déflaté en guise de dommage et intérêt. Ils exigent également le paiement dans un bref délai des différents droits légaux et conventionnels dus aux travailleurs déflatés.

de conduire le conseil régional de la région du Centre-Est se présente comme suit :

- **Président:** M. Moro KERE de l'UPC par vote

- **Premier vice-président:** M.L Louis DARAMKOUM du CDP par vote

- **Deuxième vice-président:** M. Las-sané BAGUIAN de l'UPC par vote

- **Affaires générales, Sociales et Culturelles:** M. Kobo Appolinaire KABORE du CDP par vote

- **Affaires Economiques et Financières:** M. Abdou Arthur ABGA de l'UPC par Acclamation

- **Environnement et Développement Local:** M. Daouda ZEBE de l'UPC par Vote.

Les regards sont désormais tournés vers les actions concrètes de développement de la région qui présente plusieurs défis à relever.

Nouveaux élus, à vos marques !

Jérôme BISSYENDE pour SCI

Un Président du HCRUN attentif aux préoccupations des travailleurs déflatés

Après avoir écouté attentivement les problèmes des victimes de l'application du PAS, Benoît G. KAMBOU et son équipe disent être sensibles. « Un homme normal ne peut pas rester insensible devant les témoignages de ces travailleurs déflatés » a indiqué le premier responsable du Haut Conseil pour la Réconciliation et l'Unité Nationale. Benoît KAMBOU a rassuré les responsables de l'Association Nationale des Travailleurs Déflatés que les différents dossiers seront examinés au moment opportun. Mais en entendant il les invite à prendre leur mal en patience.

M'pempé Bernard HIEN pour SCI



Le diocèse de Kaya a quatre nouveaux prêtres

Région du Centre-Nord



Nouveaux prêtres.

Le mois de juillet, dans la quasi-totalité des diocèses du Burkina, est consacré aux ordinations sacerdotales. Le diocèse de Kaya, ne fait pas exception à la règle. C'est ainsi que le samedi 2 juillet 2016, Mgr. Thomas KABORE, notre père évêque, a ordonné prêtres les abbés Constant OUEDRAOGO, Jean-Emmanuel SOULGA, Serge-Urbain ZABRE de la paroisse cathédrale Notre Dame de Kaya et Macaire SAWADOGO de la paroisse Saint Joseph de Barsalogo.

En présence d'une multitude de prêtres, de catéchistes, de religieux, de religieuses et de fidèles chrétiens, dont leurs parents venus être témoins de l'heureux événement, les nouveaux prêtres se sont engagés à l'ordre sacré du presbytérat à travers les conseils évangéliques de pauvreté, de chasteté et d'obéissance, au service du Christ et des hommes.

Avant de les consacrer par l'imposition des mains, le père évêque leur a prodigué de sages conseils dans son homélie de circonstance. En subs-

tance, Mgr. KABORE leur a signifié qu'ils seront ordonnés prêtres pour le service de l'Eglise et surtout des hommes, leurs frères.

Par voie de conséquence, ils doivent toujours imiter le Christ serviteur, « venu non pas pour être servi, mais pour servir et donner sa vie en rançon pour la multitude ».

Un message qui cadre bien avec la circonstance certes, mais qui doit être sans cesse livré au regard des exigences du devoir de témoignage en ces temps où les pasteurs essuient critiques et calomnies dans l'exercice de leur ministère.

C'est en portant toujours le tablier à la ceinture que le prêtre se configure le plus au Christ, sert mieux les hommes et les attire plus à Jésus.

En outre, Mgr. Thomas les a exhortés à collaborer avec leurs aînés déjà sur le terrain de la mission. Ceux-ci, leur a-t-il signifié, leur seront d'un grand secours en beaucoup de domaines eu égard à leurs riches expériences. Ils sont un don de la Providence de

Dieu car ils sont envoyés avec eux comme jadis les soixante-et-douze disciples que le Seigneur a envoyés deux par deux (cfr. Luc 10, 1-12). Enfin, s'adressant aux fidèles chrétiens, Mgr. les a invités à beaucoup prier pour leurs prêtres.

Ces derniers ont plus besoin de leurs prières que tout autre chose. En effet, en priant pour leurs pasteurs, les fidèles contribuent à leur propre sanctification; car, lorsque les fidèles sont saints dans la mesure où leurs pasteurs sont saints et ils le seront grâce à leurs prières quotidiennes.

Dans le même sillage, ils doivent prier constamment pour les vocations sacerdotales dont l'Eglise a besoin.

Le lendemain, dimanche 3 juillet, les jeunes prêtres ont célébré leur messe d'action de grâce dans leur paroisse d'origine à savoir à Kaya et à Barssalogo.

Ils ont reçu ce même jour leur nomination. Ainsi, l'abbé Constant OUEDRAOGO est nommé vicaire à la paroisse Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus de Tougouri, l'abbé Jean-Emmanuel à la paroisse Saint Joseph de Barssalogo, l'abbé Macaire SAWADOGO à la paroisse Sainte Maria Goretti de Boulsa et enfin l'abbé Serge-Urbain est nommé éducateur et formateur au petit séminaire Saint Cyprien de Kaya.

Toutes nos vives félicitations aux jeunes prêtres. Heureux, saint et fructueux ministère sacerdotal à eux.

VALENTIN OUEDRAOGO pour SCI



1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

Sciences-Campus Info

OFFRE SPECIALE AUX UNIVERSITES, LYCEES ET ECOLES SUPERIEURES

En prélude à la rentrée scolaire et académique 2016-2017, le magazine universitaire vous propose un package pour la circonstance vous permettant de mieux faire connaître votre établissement et ses offres de formations.

Le package comprend la diffusion de votre annonce, communiqué ou affiche sur une page entière du quotidien numérique pendant 30 jours donc sur 30 numéros, la rédaction d'une page dédiée à l'établissement sur le site web, l'affichage du logo, le nom de l'établissement et le lien vers votre site web pendant 30 jours, le partage du lien de la page dédiée à votre établissement sur Facebook pendant 30 jours.

L'audience de Sciences-Campus Info est votre cible recherchée que vous pourrez toucher directement à travers ce package soit plus de 100.000 téléchargements du quotidien numérique à chaque numéro, environ 162.000 personnes sur Facebook et plusieurs milliers de contacts direct des parents et bacheliers 2016 dans le newsletter collectés sur tout le territoire national.

NB : le cout du package est de 150.000 FCFA pour un mois

Contactez-nous : tél. : 00226 76 60 97 21/ 00226 72 08 03 03/ 00226 72 07 20 20 /

Email : ac@sc-mail.info / Au siège sur le boulevard des Tang Soaba à 500 mètres du SIAO



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01
Tél. : 00226 20954746
Email : isc@sicbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progress-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/
+226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : iscforum



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

- 1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :**
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
- 2. Banque et Microfinance, option :**
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
- 3. Génie Informatique, option :**
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
- 4. Gestion des ONG et des Associations, option :**
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
- 5. Autres filières disponibles**
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46 / +226 72 08 03 03 / +226 70 01 05 05 / +226 77 20

00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA I Pr Joseph KI-ZERBO

PRESIDENCE

03 BP 7021 Ouagadougou 01

Tél. : (226) 25 30 70 64/65

Fax : (226) 25 30 72 42



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

Test d'entrée en 1^{ère} année à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), session 2016

Le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO porte à la connaissance des titulaires du Baccalauréat des séries C, D, E, A, G1, Bureautique professionnel, G2 et G3 des sessions de 2015 et 2016, qu'il est ouvert à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), un test de recrutement d'étudiants en première année de licence professionnelle dans les filières suivantes :

- 1- Comptabilité-Contrôle-Audit (CCA) pour 70 places,
- 2- Assurance-Banque-Finance (ABF) pour 40 places,
- 3- Marketing et Gestion (MG) pour 40 places,
- 4- Assistance de Direction Bilingue (ADB) pour 25 places,
- 5- Méthodes Informatiques Appliquées à la Gestion (MIAGE) pour 20 places.

Le régime de la formation qui dure trois (03) ans, est celui du système Licence-Master-Doctorat (LMD).

Les dossiers de candidature devront être déposés à la scolarité de l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), du mercredi 13 juillet au vendredi 29 juillet 2016 et du jeudi 1er septembre au vendredi 09 septembre 2016, de 07h30 à 12h

Le dossier de candidature est composé des pièces suivantes :

- une demande manuscrite non timbrée adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, portant les noms, prénoms, adresse et signature du candidat avec précision de la filière choisie ;
- une photocopie légalisée de l'attestation du baccalauréat des sessions 2015 ou 2016 ;
- une photocopie légalisée de l'acte de naissance ;
- une photocopie du reçu de versement des frais d'inscription au test (15 000F CFA), payable à la comptabilité de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO (à Zogona);

Les informations complémentaires relatives aux différentes filières sont affichées à la Direction des affaires académiques, de l'orientation et de l'information (DAOI), à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), sur le site de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO www.univ-ouaga.bf.

Le test se déroulera le lundi 19 septembre 2016 à partir de 6 heures 30 minutes dans les amphithéâtres Libyens de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO pour les filières ABF et CCA et au sein de l'IBAM pour MG, MIAGE, ADB.

La répartition des candidats sera affichée le jeudi 15 septembre 2016 devant les amphithéâtres Libyens et au sein de l'IBAM.

L'admission au test n'implique pas l'attribution d'une bourse de l'enseignement supérieur.

Pour toute information complémentaire, s'adresser à la scolarité de l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM).

Pr Rabiou CISSE
Chevalier de l'ordre national
Officier de l'Ordre des Palmes académiques

EMPLOI

Trouvez chaque jour vos avis de recrutement nationaux et internationaux sur:

www.jobs-campus.com





Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA I Pr Joseph KI-ZERBO

PRESIDENCE

03 BP 7021 Ouagadougou 01

Tél. : (226) 25 30 70 64/65

Fax : (226) 25 30 72 42



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

Recrutement en 1ère année pour la formation des Technicien(ne)s Supérieurs de Santé, option Analyses Biomédicales

Le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, porte à la connaissance des titulaires du baccalauréat 2016 et des professionnels qu'il est ouvert à l'UFR des Sciences de la Santé, un concours direct de recrutement d'étudiant(e)s pour la 1ère année de la section de formation des Technicien(ne)s Supérieurs de Santé, option Analyses Biomédicales.

1) Formation et diplôme

La durée de la formation est de trois (3) ans. La formation est sanctionnée par le diplôme de Licence Professionnalisées en Analyses Biomédicales.

2) Conditions et modalités d'accès

Les conditions et modalités d'accès à cette section de formation universitaire et professionnelle sont les suivantes :

a) Titulaire du baccalauréat

- être titulaire du baccalauréat session 2016 série C ou D,
- avoir été déclaré admis au concours.

b) Professionnels

- être technicien(ne) de laboratoire,
- avoir trois (3) années d'ancienneté en cette qualité,
- avoir l'autorisation du Ministère de la Santé,
- avoir été déclaré(e) admis(e) au concours,

c) Admission

- l'admission est prononcée sur la base de l'obtention d'une moyenne égale au moins à 10/20. Toute note inférieure à 6/20 est éliminatoire.

Le dossier de candidature comprend :

- une demande manuscrite adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO,
- une attestation légalisée de réussite au baccalauréat série C ou D
- une copie légalisée d'acte de naissance ou de jugement supplétif tenant lieu.

d) Epreuves

Le concours comporte :

Pour les bacheliers, trois épreuves

- mathématiques : coefficient : 2
- physique-chimie : coefficient : 3

- Sciences naturelles : biologie : coefficient : 2

Pour les professionnels, cinq épreuves d'une (1) heure chacune :

- Biochimie coefficient : 3
- Hématologie coefficient : 2
- Microbiologie : coefficient : 1
- Parasitologie : coefficient : 1
- Immunologie: Coefficient : 1

3) Déroulement des épreuves

Les épreuves se dérouleront le Jeudi 22 Septembre 2016 dans l'enceinte de l'UFR/SDS de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO.

Les candidatures sont recevables au service courrier de l'UFR/SDS du 1er au 15 Septembre 2016, les jours ouvrables de 08h à 11h30.

Le nombre de places mises en compétition est de quinze (15) pour les titulaires du baccalauréat session 2016 et cinq (5) pour les professionnels.

Les candidats doivent s'acquitter des frais de dossiers fixés à quinze mille (15.000) francs CFA auprès de la comptabilité de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO et une copie de cette quittance doit être jointe au dossier de candidature.

4) Information générales

Les candidat(e)s doivent se munir d'une C.N.I.B. ou d'un passeport en cours de validité et de quoi écrire.

N.B. : 1) L'admission au concours de recrutement ne donne pas droit automatiquement à l'obtention d'une bourse nationale ni au statut de stagiaire.

2) Le régime d'examen terminal unique n'est pas admis dans la section.

3) La présence aux enseignements théoriques et aux travaux pratiques est obligatoire.

Pr Rabiou CISSÉ/

Chevalier de l'Ordre national

Officier de l'Ordre des Palmes académique



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET
DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA II

PRESIDENCE

INSTITUT UNIVERSITAIRE
DE FORMATIONS INITIALE ET CONTINUE

Tél. : 25 40 94 04

N° 2016- /MESRS/SG/UO2/P/IUFIC

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice



APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2ème promotion du Master en Finance Quantitative et Gestion de Risques Financiers

Le Président de l'Université Ouaga II informe le public de l'ouverture de tests pour le recrutement de la 2ème promotion du Master en Finance Quantitative et Gestion de Risques Financiers, à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC), pour la rentrée universitaire 2016-2017.

Le Master en finance quantitative et gestion de risques financiers est une formation diplômante en finance répondant à une forte demande de contrôle des risques dans les banques, les autres institutions financières et les sociétés d'assurances.

Ce master est également un cadre de perfectionnement pour certains professionnels du monde des finances, tant dans l'administration publique que dans le secteur privé (cadres de banques, gestion de micro-finance, conseiller ou manager en risques financiers, Contrôleur des finances, consultants en finance et auditeurs, Chargé d'Etudes Statistiques, Chargé d'Etudes Actuarielles, Ingénieur financier, Conception de nouveaux produits dérivés, innovation financière; Gestion de portefeuille, Financement de grands projets financiers, etc.).

Les enseignants sont des universitaires et des professionnels, tous spécialistes des questions financières, de la modélisation stochastique et de la gestion des risques.

Contenu de la formation

La formation dispensée est en présentiel et en cours du soir. Elle combine des enseignements théoriques (par des universitaires burkinabé et sous-régionaux), méthodologiques appliqués ou pratiques et un stage d'imprégnation professionnelle.

Conditions d'accès à la formation

- La formation est ouverte aux titulaires d'une licence (Bac+3 ou 180 crédits) en Sciences économiques ou en Sciences de Gestion reconnue par le CAMES ou tout diplôme équivalent d'un établissement d'enseignement supérieur ayant une convention avec l'Université Ouaga II.
- De solides connaissances en probabilités et statistiques et des compétences avancées en informatique sont des atouts pour la formation.

Le nombre de places disponibles est de trente (30).

Coût de la formation : 2 050 000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 2 450 000 f CFA pour les ressortissants hors zone UEMOA.

- 1ère année du Master (2016-2017)

• Frais d'inscription : 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250 000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.

• Frais de formation : 1 200 000 f CFA payables en deux tranches.

- 1ère tranche : 700 000 f CFA avant le 30 novembre 2016
- 2ème tranche : 500 000 f CFA au plus tard le 28 février 2017

- 2ème année du master (2017-2018)

• Frais d'inscription : 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250 000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.

• Frais de formation : 750 000 f CFA payables en une seule tranche au plus tard le 30 novembre 2017.

NB : les frais de formation pour la deuxième année du Master (année académique 2016-2017)

demeurent fixés à 1 200 000 francs CFA et les frais d'inscription à 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250 000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent déposer du 20 au 29 juillet 2016 et du 1er septembre au 30 octobre 2016 inclus au Secrétariat de l'IUFIC (situé à la ZAD, deux rues derrière le SIAO, troisième étage), un dossier de candidature adressé à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II, comprenant :

- Une demande de candidature manuscrite timbrée à 200 f adressée au Président de l'Université Ouaga II
- Une photocopie légalisée des diplômes obtenus du Baccalauréat à la Licence ;
- Une photocopie légalisée des relevés de notes (y compris celui du baccalauréat) ;
- Un curriculum vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ;
- Une copie légalisée de CNIB ou passeport ou certificat de nationalité.

Les candidats présélectionnés sur dossier subiront un test écrit.

Pour cette rentrée académique, le recrutement se fera selon le processus et le calendrier suivants :

- Date limite de dépôt des dossiers : 30 octobre 2016.
- Présélection sur dossier : 07 novembre 2016.
- test : 10 novembre 2016
- Résultats : 15 novembre 2016

Le calendrier académique est le suivant :

- Inscriptions administratives : 15 au 30 novembre 2016
- Inscriptions pédagogiques : 1er au 30 décembre 2016
- Début des cours : 11 janvier 2017
- Fin des cours : 30 octobre 2017

NB : les cours et les évaluations se déroulent du lundi au vendredi de 17 heures à 21 heures, le samedi toute la journée et exceptionnellement le dimanche. Quelques missions d'enseignements, conférences et séminaires peuvent se tenir dans la journée. Dans ce cas, les auditeurs seront informés à l'avance afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires pour être présents.

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le secrétariat de l'IUFIC au (00226) 25 40 94 04, Courriel : iufic@univ-ouaga2.bf

Pour le Président en mission et par intérim,
Le Vice-président chargé des Enseignements
et des Innovations Pédagogiques

Pr François de Charles OUEDRAOGO
Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques

Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA II

PRESIDENCE

INSTITUT UNIVERSITAIRE
DE FORMATIONS INITIALE ET CONTI-
NUE

Tél : 25 40 94 04

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice



N° 2016- /MESRSI/SG/UO2/P/IUFIC

APPEL A CANDIDATURES Pour le recrutement d'étudiants de la 2ème promotion en Licence professionnelle en Protection et Droits de l'Enfant

Le Président de l'Université Ouaga II informe le public de l'ouverture de tests pour le recrutement de la 2ème promotion d'étudiants en Licence professionnelle en Protection et Droits de l'Enfant, à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC), pour la rentrée universitaire 2016-2017.

La Licence professionnelle en Protection et Droits de l'Enfant est une formation interdisciplinaire qui envisage de doter les acteurs des administrations publiques, des ONG, des associations et les étudiants, des connaissances sur la protection de l'enfant. Les débouchés des produits sont les postes d'assistants de programmes au sein de l'administration, des institutions et des ONG orientées vers la question de l'enfance.

Les enseignants sont des universitaires et des professionnels, tous spécialistes des questions d'enfance. Une équipe d'intervenants de profils divers (juristes, médecins, spécialistes des questions de population, sociologues, économistes, statisticiens, géographes, communicateurs, psychologues, informaticiens) et d'horizons diverses assurent les enseignements.

- enseignants-chercheurs des UFR et des écoles supérieures ;
- professionnels de l'Administration, ONG et partenaires au développement.

Contenu de la formation

La formation dispensée est en présentiel et en cours du soir. Elle comprend des enseignements théoriques, méthodologiques, appliqués ou pratiques et, un stage d'imprégnation professionnelle.

Conditions d'accès à la formation

- Etre titulaire d'un DEUG II en sciences sociales, économiques, juridiques, politiques, humaines, en sciences de la vie et de la terre reconnu par le CAMES ;
- Etre titulaire d'un BTS, DUT, DTS, DEUP reconnu par le CAMES ou tout diplôme équivalent d'un établissement d'enseignement supérieur ayant une convention avec l'Université Ouaga II.

Le nombre de places disponibles est de quarante (40).

Coût de la formation

- Frais d'inscription : 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250.000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.
- Frais de formation : 450.000 f CFA payables en une seule tranche au plus tard le 30 novembre 2016.

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent déposer du 20 au 29 juillet 2016 et du 1er septembre au 30 octobre 2016 inclus au Secrétariat de l'IUFIC (situé à la ZAD, deux rues derrière le SIAO, troisième étage), un dossier de candidature adressé à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II, comprenant :

- Une demande de candidature manuscrite timbrée à 200 f adressée au Président de l'Université Ouaga II ;
- Une photocopie légalisée du ou des diplômes obtenus, y compris celui du Bac ;
- Une photocopie légalisée des relevés de notes (y compris celui du baccalauréat) ;
- Un curriculum vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ;
- Une copie légalisée de CNIB ou passeport ou certificat de nationalité.

Les candidats seront sélectionnés à partir de leur dossier et feront un test.

Pour cette rentrée académique, le recrutement se fera selon le processus et le calendrier suivants :

- Date limite de dépôt des dossiers : 30 octobre 2016.
- Présélection sur dossier : 07 novembre 2016.
- Entretien : 10 novembre 2016
- Résultats : 15 novembre 2016

Le calendrier académique est le suivant :

- Inscriptions administratives : 15 au 30 novembre 2016
- Inscriptions pédagogiques : 1er au 30 décembre 2016
- Début des cours : 11 janvier 2017
- Période de stage : août à septembre 2017
- Fin des cours et soutenance des rapports de stage : octobre 2017

NB : les cours et les évaluations se déroulent du lundi au vendredi de 17 heures à 21 heures, le samedi toute la journée et exceptionnellement le dimanche. Quelques missions d'enseignements, conférences et séminaires peuvent se tenir dans la journée. Dans ce cas, les auditeurs seront informés à l'avance afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires pour être présents.

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le secrétariat de l'IUFIC au (00226) 25 40 94 04, Courriel : iufic@univ-ouaga2.bf

Pour le Président en mission et par intérim,
Le Vice-président chargé des Enseignements
et des Innovations Pédagogiques



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

Du 23 au 30 juillet 2016

GROUPE 1			
AVENIR	22625361338	MARE	22625341128
BAOWENDSOM	22625414499	MONDEROU	22625340528
BEATITUDES	22625374711	NOUVELLE	22625306133
BENAIA	22625372830	PANACEA	22625366688
CAMILLE	22625366127	PELEGA	22625350501
CARREFOUR	22625332310	RAJIB TIGA	22625407588
CENTRE	22625311660	RIVAGE	22625341939
DESA	22625475050	SAINT BERNARD	22625451482
ELITE	22625419177	SAINT JEAN	22625370033
GOULMOU	22625436305	SILMISSIN	22625372013
INDEPENDANCE	22625312717	SILOE	22625315068
JOBER	22625455175	SONG TAABA	22625366462
KABORE DOMINIQUE	22625384884	ST FRANCOIS D'ASSIZE	22625368585
KENEYA	22625307138	TRYPANO	22625332941
KOSSODO	22625356304	WEND LA LAAFI	22625431213
LIBERTE	22625307452	WEND LAMITA	22625341587
MAGNIFICAT	22625412990	YATHRIB	22625402388
		LE ROCHER	

ADRESSES UTILES

Ouagadougou	Bobo-Dioulasso
Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47	Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45	Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11	ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00	SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 25 30 65 15	Aéroport: 20 97 00 70
Police secours: 25 30 71 00	Burkina secours: 20 97 01 43
Gendarmerie: 25 31 33 40	Police secours: 17
	Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info
Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

- Rélvendé Hervé Roamba

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Grégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Yves Sanou

- Frédéric Poolda

- Valentin Ouedraogo

- Blaise Sama

- Diloma Jacques

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

- Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

- Paul Soma

-Arjouman Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFES-
SIONNELLE, ET DES BOURSES

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice



N 2016-N /0054 MESRSI /SG/CIOSPB/DBAF

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

COMMUNIQUE

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI) a l'honneur d'informer les lauréats de la session de juillet 2016 du baccalauréat, candidats a une bourse nationale d'études supérieures, que les dossier de demandes de bourses doivent être disposés au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB).

Peuvent faire acte de candidature, les candidats âgés de 22 ans au plus au 31 décembre 2016 et ayant obtenu :

Pour les garçons :

Au moins de 12/20 de moyenne générale à l'issue du premier tour à la session de 2016 du baccalauréat ;

Au moins 12/20 de moyenne générale pour les autres candidats de nationalité burkinabè admis à un baccalauréat de la session de 2016 dans un autre pays.

Pour les filles :

Au moins de 11,5 /20 de moyenne générale a l'issue du premier tour à la session de 2016 du baccalauréat ;

Au moins 11,5 /20 de moyenne générale pour les autres candidates de nationalité burkinabè admises à un baccalauréat de la session de 2016 dans un autre pays.

Le dossier de candidature doit comprendre les pièces suivantes :

1. Une demande manuscrite timbrée a 200F adressée au Ministre de l'Enseignement Supérieure la Recherche Scientifique et de l'Innovation mentions clairement les coordonnées (adresse, tél, e-mail) du postulant ;
2. Une fiche de candidature a retirer au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) sis au 261 avenue de la Grande Chancellerie ou à télécharger au www.ciospb.bf ou au www.mess.gov.bf;
3. Un extrait d'acte de naissance ;
4. Un certificat de nationalité burkinabè ;
5. Un document précisant la situation matérielle des parents :
 - a) soit une copie de la dernière déclaration annuelle des revenus du père et de

- la mère de l'élève, certifiée par le service des impôts pour les non-salariés ;
- b) soit selon le cas, le dernier bulletin de salaire, le dernier relevé de solde ou de pension du père et de la mère de l'intéressé (e) pour les salariés ;
6. Un extrait certifié conforme du livret de famille datant de moins de trois (3) mois et précisant la composition de la famille du père ou du tuteur de l'intéressé (e), (le nom du candidat doit y figurer) ;
7. Une photocopie légalisée de l'attestation de succès au baccalauréat, session de 2016 ;
8. Une photocopie légalisée du relevé des notes du baccalauréat, session de 2016 ;
9. Une chemise cartonnée (ne rien écrire dessus) ;
10. Une double feuille quadrillée de format 21 x29, 5 portant sur la premières page les indications suivantes :

Etablissement.....
Série du baccalauréat.....
Nom Prénom (s).....
Date et lieu de naissance

***La date limite de dépôt des dossiers est fixée impérativement au vendredi 02 Septembre 2016 a 17heure au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) . sis au 621,avenue de la Grande Chancellerie**

***Le Programme de dépôt des dossiers peut être consulté au (CIOSPB) ou dans les directions régionales du Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (DR-MENA).**

NB : les dossiers incomplets ne seront pas reçus.

DIFFUSION : dix (10) jours
Midi et soir

P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA
Chevalier de l'Ordre national



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFES-
SIONNELLE, ET DES BOURSES

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice



N° 2016 -000680/MESRSI/SG/CIOSPB/DBAF

Le Ministre

Ouagadougou, le 08 juillet 2016

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 3e cycle hors Afrique

**Objet : informations relative aux bourses
nationales de 3e CYCLE**

IL est porte à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 3e Cycle hors d'Afrique que l'octroi de la bourse répond a de critères définis à l'article 45 du décret 2008- 865 /PRES/PM/MESSRS/MF/ MFPRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement .

I. MODALITES ET CONDITION D'ATTRIBUTION

Les bourses de 3e cycle sont attribuées, dans les limites du contingentement en cours aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'une maîtrise ou son équivalent avec au moins la mention « assez bien » pour les étudiants relevant de l'ancien système ou d'un Master II de recherche ou son équivalent avec au moins la mention « assez bien » pour les étudiants relevant du système LMD;
- Avoir 28 ans au plus.

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso .

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et ne correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés.

Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II.COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes

- Une demande manuscrite timbrée à 200CFA (timbre fiscal) adressée à monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation ;
- Un extrait d'acte de naissance ;

- Un certificat de nationalité burkinabè ;
- Les copies légalisées des diplômes (ou attestations des diplômes) de la maîtrise ou du master II ou son équivalent ;
- Les relevés de notes des deux dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae ;
- Un thème et un protocole de recherche bien définis de deux (02) Pages minimum à cinq (5) pages Maximum ;
- Une attestation de pré inscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de recommandation pour les postulants ayant effectué leurs études de 1er ou 2nd cycle en dehors du Burkina Faso
- Une lettre de motivation

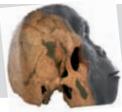
Les candidates titulaires d'un master professionnel, d'un DESS ou d'un diplôme d'ingénieur de conception ne sont pas éligibles à la bourse nationale de 3e cycle.

IL est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

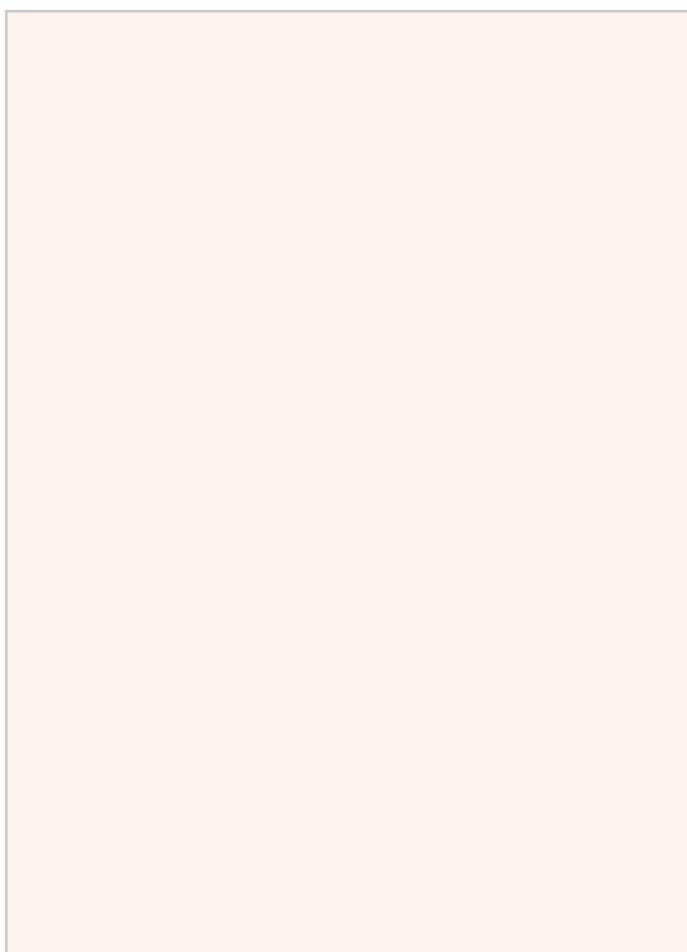
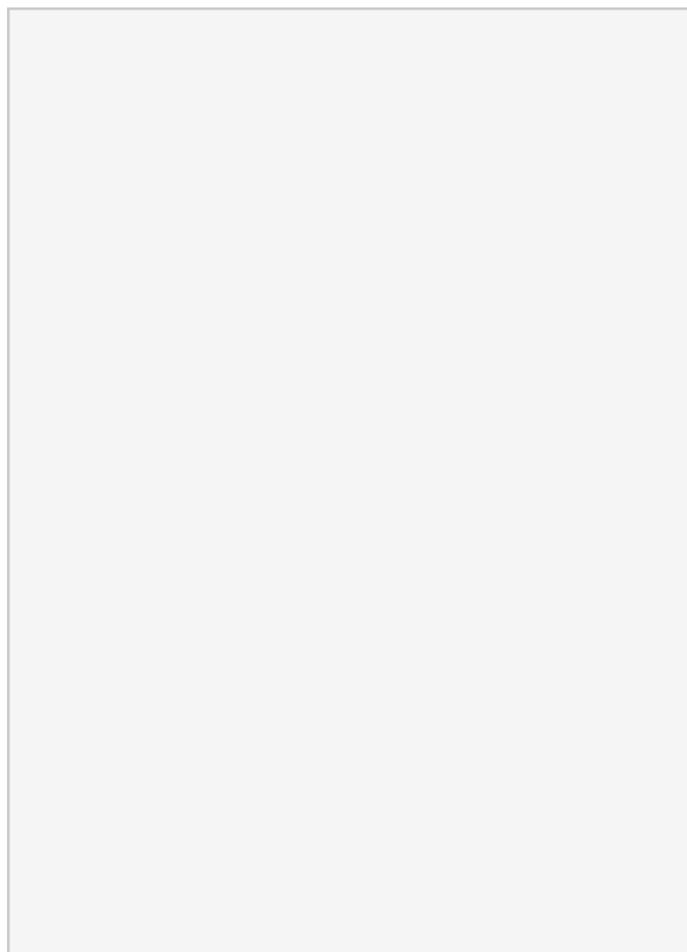
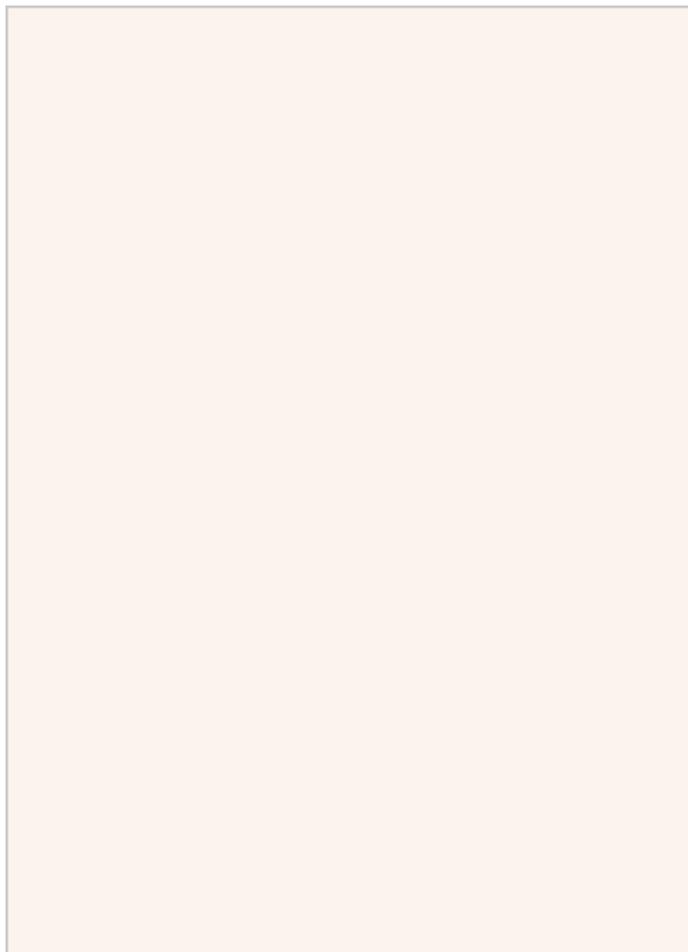
En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la compétition que les candidats remplissant la condition et disposant de la maîtrise ou du Master II de recherche ou son équivalent au moment des travaux de la Commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES)

La date limite de réception des dossiers de candidature au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (C IOSPB) est fixée le vendredi 19 AOUT 2016.

P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA
Chevalier de l'Ordre national



Annonces





Jobs Campus



Avis de recrutement

Poste : RCA – Un(e) Responsable Technique Santé / Nutrition à Berberati

Description

Première Urgence Internationale (PUI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque.

L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité.

L'Association mène environ 190 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 5 millions de personnes dans 20 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, et en France.

Découvrez notre histoire et nos valeurs

Situation et besoins humanitaires :

La République Centrafricaine fait partie des pays les plus pauvres du monde. Classé 180ème sur 186 par le PNUD en 2012, 62% de la population y vit avec moins de 1,25 USD par jour. En 2009, le secteur primaire, en particulier l'agriculture vivrière, représentait 50,2% du produit intérieur brut (PIB) centrafricain.

L'Etat n'a pas la capacité de mettre en œuvre des politiques visant à assurer l'accès aux services sociaux de base et ne parvient pas à garantir la sécurité face aux multiples groupes armés qui occupent une grande partie du pays.

Outre cette pauvreté endémique et cette faillite de l'Etat, depuis mars 2013, le pays traverse l'une des pires crises sociopolitiques de son histoire : le coup d'Etat de l'alliance de groupes rebelles Seleka entraîne la chute du Président François Bozizé.

Leur leader, Michel Djotodia, est investi Chef de l'Etat et du gouvernement de transition, à la condition de rétablir la sécurité dans le pays. Malgré ses tentatives, le Président ne parvient pas à endiguer la crise et le conflit politico-militaire prend alors une tournure confessionnelle, au travers des tensions entre Séléka (majoritaire-

ment musulmans) et milices d'auto-défense populaires (animistes et chrétiennes). En décembre 2013, les Anti-balaka (mouvement populaire « anti-machette ») chassent les Seleka et Michel Djotodia du pouvoir. En janvier 2014, il est donc remplacé par Catherine Samba-Panza, sur décision du Conseil National de Transition (Assemblée Nationale)

Les affrontements entre les groupes armés et les violences intercommunautaires ont exposé la population civile à de graves problèmes de protection. En décembre 2015, la RCA comptait plus de 470 000 déplacés (dont plus de 43 000 à Bangui) et 453 000 réfugiés, principalement au Cameroun, au Congo RDC et au Tchad.

Malgré l'intervention des forces internationales (Sangaris, EUFOR et MISCA/MINUSCA) qui a permis une relative accalmie dans la capitale, Bangui, et en province, la sécurité reste extrêmement volatile comme le montrent les événements d'avril 2014 (attaque de l'église de Fatima), d'octobre 2014 (violences opposant chrétiens et musulmans) et de septembre 2015.

Dans ces conditions, la situation humanitaire n'a cessé de se dégrader. Si certains déplacés et réfugiés ont pu regagner leur ville ou quartier d'origine, beaucoup d'entre eux ne souhaitent pas ou ne peuvent pas retourner chez eux.

Dans les provinces où PUI développe ses activités, certains groupes armés continuent leurs exactions sur les populations : dans la zone grise entre Amada-Gaza et Dilapoko (Mambéré Kadéï), à la frontière tchadienne et sur les axes (Bamingui-Bangoran), la criminalité reste très élevée, compromettant la réponse aux besoins humanitaires urgents ainsi que les activités de relèvement socioéconomique sont compromises, et conduisant à de nouveaux déplacements de populations.

A Berberati, dans le sud-ouest du pays, la fuite de la population musulmane (en grande partie liée aux activités commerciales), la destruction de nombreux villages et de champs, a entraîné d'importants besoins en termes d'abris, de sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de relance économique.

Dans le Nord-Est du pays, à Ndélé, les populations sont particulièrement touchées par l'insécurité alimentaire en raison des faibles superficies qui ont été semées (suite aux pillages des greniers).

Suite page 20.



Jobs Campus

Suite page 19.

Notre action sur le terrain :

En RCA, PUI cible les zones les plus fragiles au cœur desquelles des interventions multisectorielles sont développées au bénéfice des populations confrontées aux répercussions humanitaires de crises sécuritaires. Avant le coup d'Etat de mars 2013, déjà 1,9 millions d'habitants (soit environ 50% de la population) requéraient une assistance humanitaire (source, CAP 2012).

En outre, l'extrême vulnérabilité structurelle se traduit par une faible résistance aux chocs environnementaux, économiques, sécuritaires.

Dans ce contexte, l'intervention de PUI vise à appuyer directement les populations dont les capacités d'absorption des chocs est faible, et à restaurer l'accès aux biens et services de base dans les zones en crise.

Découvrez notre réponse à la crise

Dans le cadre de nos activités en RCA, nous recherchons un(e) Responsable Technique Santé / Nutrition.

Le/la Responsable Technique Santé – Nutrition supervise la mise en œuvre des programmes de santé et nutrition dans la zone Sud-Ouest, Région Sanitaire N°2.

Programmes: Il/Elle s'assure de la bonne mise en œuvre et du suivi du/des programme(s) santé et nutritionnel sous sa responsabilité dans le respect de la politique de santé de PUI.

Ressources Humaines : Il/Elle supervise l'équipe médicale (salariés PUI et journaliers éventuels).

Logistique et administration : Il/Elle assure le respect des procédures logistiques et administratives du/des activités sous sa responsabilité.

Représentation: Il/Elle représente l'association auprès des partenaires, autorités et acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre des programmes médicaux.

Sécurité : Il/Elle contribue au respect des règles sécurité sur la base et transmet toutes informations d'ordre sécuritaire à son/sa responsable hiérarchique.

Stratégie : Il/Elle contribue à l'élaboration de nouvelles interventions sur la base des besoins identifiés.

Merci de consulter la fiche de poste ci-dessous pour tous les détails nécessaires.

Et pour rester informé des nouvelles offres en continu, rejoignez le groupe Facebook My Job In The field.

Ville Berbéрати

Expériences / Formation du candidat

Formation :

Diplôme d'infirmier

Interne en médecine

Nutritionniste

Expérience professionnelle :

Internationale

Technique

Aptitudes transversales :

Bonne qualité rédactionnelle

Connaissances en gestion de projets

Informatique :

Pack Office

ENA, EPI info, Sagastock sont un plus.

Langues parlées

Le français est obligatoire.

Le sango et l'anglais sont un plus.

Autre (préciser)

Fonctions:Technicien spécialiste

Activités: Santé

Pays: Afrique, Centrafrique

Contrat : CDD

Durée du contrat

Salarié en Contrat à Durée Déterminée – 6 mois

Date de démarrage : 1er août 2016

Salaire / Indemnité

Salaire brut mensuel : de 1 650 à 1 980 Euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI

Frais pris en charge notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins...

Assurance comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance

Hébergement en maison collective

Frais de vie (« Per diem »)

Régime de Break : 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break

Régime de Congés Payés : 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois

Documents à envoyer

Merci d'envoyer votre candidature (CV et Lettre de Motivation) à l'adresse ci-dessous en précisant l'objet suivant : «RTSantéNut-RCA».

Nom de la personne contact

Natalia Montoya, Chargée de Ressources Humaines Expatriées

Email de la personne contact recrutement@premiere-urgence.org

Date de fin de validité 31/07/2016



Avis de recrutement

Poste : Coordinateur administratif national

Description

Coordinateur administratif national

Lieu : Kinshasa –République Démocratique du Congo

Durée: 12 mois renouvelables

Départ : septembre 2016

Bailleurs différents : FAO, Pooled Fund ; PAM ; UNICEF ; ECHO, UE ; HCR ; CPI

COOPI dans le pays :

La première intervention de COOPI en République Démocratique du Congo (ex-Zaïre) remonte aux années '70 et l'action s'est principalement située dans le Kivu pendant de nombreuses années. Suite aux changements de la situation dans le Pays et aux problématiques nées, les activités de COOPI se sont déplacées dans les régions de conflits afin de mettre en œuvre des programmes d'urgence aux populations déplacés et victimes de la guerre.

En raison de l'évolution du contexte général en cours dans certaines provinces du Pays, COOPI s'est aussi engagée dans la gestion de projets pluriannuels afin d'assurer une phase de transition de l'urgence au développement dans divers domaines, afin de garantir un développement harmonieux et durable.

Description du projet

L'administrateur sera chargé des tâches d'un Coordinateur Administratif pour tout le pays ; pour cela, il/elle gèrera/superviser une vingtaine de projets, pour environ 10 millions de \$, financés par des bailleurs différents, dans tout le pays. Il sera accompagné par un assistant administratif qui s'occupera de superviser la comptabilité des projets, et par des administrateurs installés dans des bases périphériques.

Termes de référence

Il/Elle assure une correcte gestion administrative et financière et assure que la Coordination du Pays et des bases et coordinations de zone qui en dépendent soient « soutenables » pour l'organisation, en rédigeant le budget de coordination et en vérifiant la préparation des budgets des projets.

Il/Elle contrôle les bilans des projets et en faisant le monitoring et la préparation des rapports financiers dans le respect des procédures COOPI et des bailleurs.

Il/Elle assure l'envoi au siège d'informations complètes et correctes.

Responsabilités :

Planification et contrôle du budget de coordination :

En collaboration avec le Chef de Mission, Il/Elle prépare et vérifie de manière périodique le budget concernant les coûts de coordination générale et des autres coordinations périphériques dans le pays. Il/Elle fait le monitoring de la soutenabilité de la coordination/des coordinations et bases ; Il/Elle vérifie que l'attribution et répartition des coûts fixes sur les projets soient correctes ; Il/Elle vérifie les coûts indeductibles de la coordination et des projets. Préparation du budget et contrôle économique et financier des projets :

Il/Elle fait la supervision des budgets de projet conformément à la planification et à la soutenabilité du pays et du siège central de COOPI à Milan; ensemble avec les chefs de projet, les administrateurs de projet et le Chef de Mission identifie périodiquement les engagements économiques et financiers nécessaires pour la réalisation des activités des projets.

Gestion des biens :

Il/Elle vérifie la gestion et l'être « soutenable », des biens dont COOPI/projets sont propriétaires. Cela sera fait avec la logistique (tenue des inventaires « CAMELOT »). Il/Elle vérifie que l'application des procédures concernant l'achat et la gestion des biens soit correcte.

Gestion financière :

Il/Elle fait la supervision et le contrôle de la liquidité, des comptes courants ; Il/Elle prépare l'envoi des fonds selon les requêtes ; Il/Elle gère les financements donnés par les bailleurs pour la réalisation des projets (avances et réception des subventions) et fait la mise à jour périodique pour le siège ;

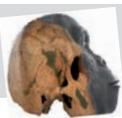
Il/Elle assure un contrôle périodique des caisses de la coordination de Kinshasa, des bases, des coordinations de zone et de leur frais ; Il/Elle signe les c/c de l'organisation et les gère.

En collaboration avec le Chef de Mission Il/Elle assure la réception des financements dans les délais ; Il/Elle propose – en accord avec le desk administratif à Milan – au Chef de Mission les priorités pour l'échéancier de la présentation des rapports financiers.

Monitoring économique et financier des projets :

Avec les chefs de projet et/ou les administrateurs de la coordination de la zone et le chef de mission, Il/Elle vérifie périodiquement le monitoring économique et financier des projets : bilan, prévision des dépenses, prévision financière, etc. pour la réalisation

Suite page 22.



Jobs Campus

Suite page 21.

Rapportage financier et audits :

Il/Elle s'occupe de finaliser et contrôler les rapports financiers intermédiaires et finaux à présenter aux bailleurs ; Il/Elle est responsable de la récolte, du classement et contrôle à échantillon des pièces justificatives des différents projets ; Il/Elle est responsable de la préparation et la mise en œuvre des audits et de l'envoi des documents pour les audits au siège en Italie; Il/Elle est responsable de la préparation de l'audit annuel, si prévu dans le Pays, et assure le bon fonctionnement des bases et coordinations de zone, en effectuant aussi des missions périodiques de monitoring.

Gestion du personnel local et administration du personnel local et expatrié :

Il/Elle gère et supervise le personnel administratif local à la coordination; Il/Elle forme les administrateurs des bases/projets et de toute le personnel impliquée (chefs de projet, coordinateurs de zone, etc) ; Il/Elle fait le monitoring périodique de leur travail (par remote control – à distance ou par des missions sur le terrain) ; Il/Elle appuie le CdM dans l'élaboration de standards pour la gestion du personnel local et assure la bonne tenue de la documentation concernant le personnel local.

Support aux procédures :

Il/Elle fourni un support technique aux chefs de projet et aux administrateurs de projet pour l'application correcte des procédures de COOPI et des bailleurs et pour les achats/travaux/services.

Elaboration et transmission des données

Il/Elle produit et transmet les informations demandées par le siège en Italie et les données pour la clôture du bilan.

Classement de la documentation administrative :

Il/Elle assure le classement de la documentation administrative dans le respect des procédures de COOPI.

Relations Institutionnelles :

En collaborant avec le CdM Il/Elle suit les relations avec

les organismes locaux pour les pratiques bureaucratiques et avec les bureaux administratifs des délégations des bailleurs.

Critères principaux

Formation en sciences économiques ou similaire

Expérience d'au moins 7 ans dans la gestion économique, financière et la comptabilité;

Expérience pluriannuelle dans la gestion économique et financière de projets dans le Pays en voie de développement ;

Expérience pluriannuelle dans le rapportage financier ;

Profil du candidat

Bonne connaissance du français (oral et écrit) ;

Connaissance excellente de Office, et pratique dans l'utilisation de bases de données comptables ;

Capacité de gérer du staff local et expatrié ;

Grande capacité d'organisation ;

Capacité de travailler en équipe et par objectifs ;

Capacité de travailler dans un environnement multiculturel ;

Capacité de se rapporter avec les collaborateurs et de les former ;

Respect des procédures imposées ;

Intérêt et motivation à travailler dans une ONG en en respectant les valeurs et les principes.

Renseignements pour les candidas :

Sécurité du Pays: bonne

Family station: NON

Structures sanitaires : bonnes

Fonctions Organisation, Administration

Activités Autre

Pays Afrique, RD Congo

Contrat CDD

Durée du contrat

12 mois

Postuler en ligne <http://www.cooopi.org/lavoro/coordinatore-amministrativo-nazionale/>

Date de fin de validité 19/08/2016



Avis de recrutement

Poste : 01 COORDONNATEUR PRINCIPAL

Type d'offre : Emploi

Métier(s): Médecine/Santé, Pharmacie, Biologie

Niveau(x): BAC+3, BAC+4, BAC+5, BAC+6, BAC+7 et plus

Expérience: Minimum 2 ans

Lieu: Côte d'Ivoire

Date de publication: 27/07/2016

Date limite: 02/08/2016

AFRICAN MEDICAL LABORATORY SERVICES
(AMLS)

RECRUTE

01 COORDONNATEUR PRINCIPAL

CONTEXTE: Dans le cadre de l'évaluation d'une nouvelle plateforme pour le diagnostic précoce des enfants exposés au VIN en côte d'ivoire, l'ONG African Medical Laboratory Services (AMLS) recrute des consultants pour les postes suivants : 01 coordonnateur principal basé à Abidjan.

Suite page 23.



Suite page 22.

COORDONNATEUR PRINCIPAL

- Institution : AMLS
- Affectation : ABIDJAN
- Durée : 06 mois
- Type de contrat: CONSULTANCE

MISSION :

Coordonner toutes les activités relatives à l'évaluation du POC Alere q pour la réalisation du diagnostic précoce des enfants exposés au VIH, en collaboration avec le PNLS, EGPAF et CDC RETROCI.

DESCRIPTION DES TACHES :

Le coordonnateur principal aura pour tâche de coordonner les activités des équipes terrains. Il s'assurera de la mise en oeuvre de l'évaluation selon les règles éthiques conformément au protocole approuvé par CDC et le MSHP. Il maintiendra une base de données à jour et procédera à la rédaction du rapport final de l'évaluation

Alere q.

PROFIL DU POSTE :

- Médecin, pharmacien ou biologiste avec une expérience en gestion administrative ou équivalent;
- expérience de 2 ans en suivi et évaluation de projet dans le domaine de la santé sera un atout;
- expérience dans la conduite d'évaluation ou projet de recherche en Côte d'Ivoire ;
- maîtrise des logiciels informatiques comme Microsoft Word, Excel, Powerpoint et Internet;
- connaissance du système sanitaire en Côte d'Ivoire ;
- disponible pour une période de 6 mois

Envoyer une lettre de motivation et un CV avec photo récente à l'adresse suivante : amls@amls-ci.org ou dépôt au bureau de AMLS sis à Cocody à côté de la PISAM à l'attention du Directeur de Projet AMLS avec en titre du mail la mention du poste souhaité. Date limite de dépôt : le vendredi 02/08/2016 à 23 h 59 mn.



Avis de recrutement

Poste : 09 COORDONNATEURS TERRAIN

Type d'offre : Emploi

Métier(s): Médecine/Santé, Biomédical

Niveau(x): BAC+2, BAC+3, BAC+4, BAC+5

Expérience:

Lieu: Côte d'Ivoire

Date de publication: 27/07/2016

Date limite: 02/08/2016

**AFRICAN MEDICAL LABORATORY SERVICES
(AMLS)**

RECRUTE

09 COORDONNATEURS TERRAIN

CONTEXTE: Dans le cadre de l'évaluation d'une nouvelle plateforme pour le diagnostic précoce des enfants exposés au VIN en côte d'ivoire, l'ONG African Medical Laboratory Services (AMLS) recrute des consultants pour les postes suivants : 09 coordonnateurs terrain basé à : Abidjan (6), Abengourou (1), Bongouanou (1), Yamoussoukro (1).

DESCRIPTION DES POSTES

COORDONNATEUR TERRAIN

- Institution : AMLS Affectation : ABIDJAN (06) , YAMOUSSOUKRO (1) , ABENGOUROU (1)
- BONGOUANOU (1)
- Durée : 04 mois
- Type de contrat: CONSULTANCE

MISSION :

Responsable des activités terrain dans le cadre de l'évaluation du POC Alere q pour la réalisation du diagnostic précoce des enfants exposés au VII-1

DESCRIPTION DES TACHES :

Le coordonnateur terrain aura pour tâche de s'assurer du déroulement effectif du protocole sur les sites qui leurs sont assignés.

Il travaillera en étroite collaboration avec le personnel de santé du site pour la collecte des échantillons, le remplissage des outils et la gestion du stock.

PROFIL DU POSTE :

Formation de base : Technicien supérieur de laboratoire, sage-femme, infirmier diplômé d'Etat ; des connaissances de base dans les logiciels informatiques comme Microsoft Word, Excel, et Internet ; avoir l'esprit d'équipe; avoir un bon sens de la communication ;

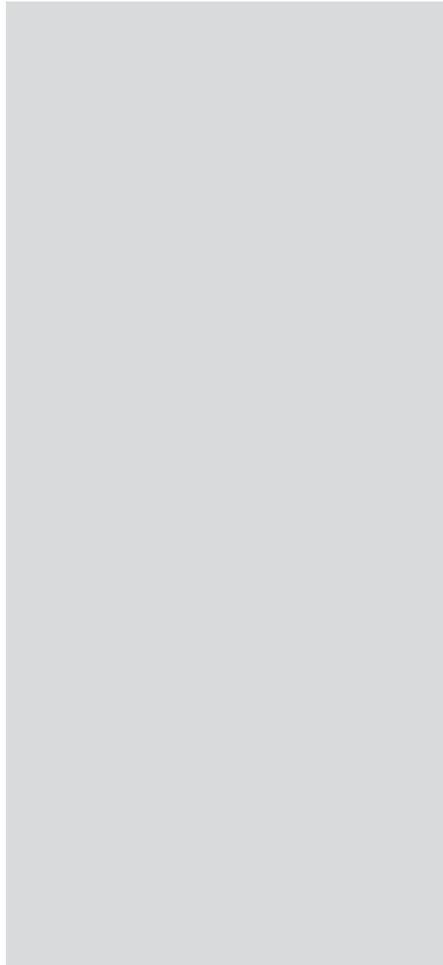
NB : Si vous résidez dans les zones concernées c'est un atout.

Envoyer une lettre de motivation et un CV avec photo récente à l'adresse suivante : amls@amls-ci.org ou dépôt au bureau de AMLS sis à Cocody à côté de la PISAM à l'attention du Directeur de Projet AMLS avec en titre du mail la mention du poste souhaité.

Date limite de dépôt : le vendredi 02/08/2016 à 23 h 59 mn.



Annonces



**1/6 PAGE
ESPACE RÉSERVÉ POUR
VOS ANNONCES**

+226 72 08 03 03

